

Commission de la construction du Québec

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2014-2015

---

---

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS  
PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**



# COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

#### TABLE DES MATIÈRES

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :
  - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
  - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
  - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
  
2. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :
  - a) le lieu;
  - b) le coût;
  - c) la ou les dates de participation;
  - d) le nombre de participants;
  - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
  - f) le nom de la formation ou de l'activité.
  
3. Sommes dépensées en 2012-2013 et 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
  
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun :
  - a) son mandat;
  - b) la liste des membres;
  - c) le budget dépensé;
  - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
  - e) les résultats atteints.
  
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédents. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
  
6. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.
  
7. Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

- 8.** Liste et copie de tous les avis juridiques et autres commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
- 9.** Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
- 10.** Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.
- 11.** Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 et 2013-2014 :
  - a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
  - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
  - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
- 12.** Pour le ministère et chacun des organismes qui en en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 :
  - le nom de toutes les campagnes;
  - les coûts de ces campagnes;
  - le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
  - les dates de diffusion de la campagne;
  - les objectifs visés par chaque campagne.
- 13.** Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :
  - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
  - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
  - c) le montant qui leur a été accordé.
- 14.** Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du Travail, fournir pour les années 2011-2012 et 2012-2013 les données suivantes :
  - le nombre de conflits de travail;
  - la durée moyenne de ces conflits;
  - le nombre de demandes de médiation;
  - le nombre de médiateurs nommés par le ministère;
  - les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical.
  - l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre);
  - les coûts engendrés par ces demandes de médiation.
- 15.** Nombre d'accréditations syndicales recensées au Québec par le ministère du Travail pour les années 2011-2012 et 2012-2013 et 2013-2014.
- 16.** Nombre d'accréditations syndicales qui n'ont pas été accordées par le ministère du Travail pour les années 2011-2012 et 2012-2013 et en 2013-2014 et le motif des refus. De ces demandes de désaffiliation syndicale, combien ont été acceptées/refusées en 2011-2012, 2012-2013 et en 2013-2014 et les motifs des refus.
- 17.** Demandes de désaffiliation syndicale recensées au Québec par le ministère du Travail pour les années 2011-2012 et 2013-2014.

- 18.** Nombre de commissaires du travail et d'agents de relations du travail nommés par la ministre pour les années 2011-2012 et 2013-2014. Nommez pour chacun des commissaires leurs antécédents professionnels avant d'accéder à leur poste actuel par domaine :
- Syndical
  - Patronal
  - Fonction publique
  - Droit (partie patronale ou syndicale)
  - Académique/éducation
  - Autre
- 19.** Nombre de plaintes déposées en vertu de l'article 47.2 à la Commission des relations du travail pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 contre les syndicats. Fournir également le nombre de plaintes fondées – cas où l'association accréditée ne rencontrait pas ses obligations légales.
- 20.** Le nombre d'enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission.
- 21.** Concernant la Régie du bâtiment, fournir pour 2012-2013 et 2013-2014 les données suivantes :
- la liste des entrepreneurs dont la licence a été suspendue par l'application de dispositions prévues à la Loi 173;
  - la liste des entrepreneurs qui font face actuellement à des vérifications dans le cadre de la Loi 173.
- 22.** Concernant les avis émis par le ministère du Travail, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, fournir les données suivantes :
- la liste de tous les avis de non-conformité qui ne respectent par la loi.
- 23.** Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2012-2013 et 2013-2014 en incluant les coûts et les appels d'offres.
- 24.** Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) et copie des avis transmis au cours des deux dernières années en indiquant l'état des travaux en cours.
- 25.** Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des deux dernières années et en cours.
- 26.** Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des deux dernières années.
- 27.** Détails sur les comptes de dépenses, incluant la date, le montant de la dépense, et la nature de la dépense, de tous les membres du cabinet du ministre, pour 2012-2013 et 2013-2014.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# de fiche : RP1

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- leurs frais de déplacement, de repas de voyage et de représentation.

#### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration au 31 décembre 2013 ;

Membres du conseil d'administration :

Manon Bertrand  
Gisèle Bourque  
Simon Bussière  
Donald Fortin  
Sylvain Gendron  
Arnold Guérin  
Sylvie L'Écuyer  
Normand Legault  
Diane Lemieux  
Sylvie Mercier  
Alain Robert  
Jean-Pierre Sirard  
François Vaudreuil

- La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV.;

Aucune personne n'a vu son mandat renouvelé au conseil d'administration au cours de de la période de référence, soit entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2013.

Une personne a été nommée au cours de la période de référence, soit :

<i>Nom et titre</i>	<i>Début et fin du mandat</i>	<i>Rémunération</i>
Monsieur François Vaudreuil Président CSD	Début : 15 mai 2013 Fin : 1 <sup>er</sup> mai 2015	Aucune rémunération

Le curriculum vitae est un document contenant des renseignements personnels et de ce fait, confidentiel.

c) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation (*des membres précisés à l'item a)* du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013.

<b>Frais de déplacement</b>	<b>Frais de voyage (note 1)</b>	<b>Frais de repas</b>	<b>Frais de représentation</b>
<b>1 325,69 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>9 668,90</b>	<b>0,00 \$</b>

Note 1 : Seuls les frais d'hébergement sont inclus dans la section *Frais de voyage*

La liste du personnel de la CCQ indiquant le poste compte plus de 30 pages. En vertu de la *Loi d'accès à l'information*, le salaire d'un membre du personnel n'est pas public. Toutefois, l'échelle salariale est une information publique contenue dans les conventions collectives. La voici :

### Liste des classifications syndiquées

NO	TITRE DU POSTE	NOMBRE	RG OU ÉCHELLE
<b>PERSONNEL SYNDIQUÉ</b>			
022	Préposé à l'approvisionnement	2	9
024	Technicien en arts appliqués	0	13
028	Messager	1	8
032	Ouvrier certifié d'entretien	2	12
034	Technicien en mécanique du bâtiment	1	13
035	Technicien sr. en mécanique du bâtiment	1	15
036	Préposé à la reprographie	2	11
041	Agent de bureau - Référence de la main-d'œuvre	7	9
042	Agent de bureau - Retraite et vie	2	9
043	Agent de bureau - Assurabilité	1	9
044	Agent en assurabilité	8	14
045	Agent principal en assurabilité	2	16
046	Agent de bureau - Fonds de formation	2	9
047	Agent de bureau - Paie	0	9
048	Agent de support technique	55	9
049	Agent de bureau	24	7
050	Agent de bureau principal - Comptabilité	3	12
051	Agent de bureau principal - Rapport mensuel	20	12
052	Agent de bureau principal	0	11
053	Agent de bureau principal informatique	1	11
054	Agent en assurance invalidité	22	14
055	Agent principal en assurance invalidité	5	16
056	Agent rentes et retraite	2	11
057	Agent principal de rentes et retraite	0	13
058	Agent en assurance	25	11
059	Agent principal en assurance	8	12
060	Secrétaire juridique	7	12
061	Secrétaire	28	10
070	Agent de main-d'œuvre	9	11
071	Agent principal de main-d'œuvre	1	13
107	Opérateur en informatique	4	13
108	Technicien en sécurité informatique	1	15
113	Technicien, retraite et vie	5	15
115	Technicien aux avantages sociaux	2	15
116	Technicien en système de communications	2	15
117	Technicien en micro-informatique	3	15
118	Technicien du réseau informatique	0	14
119	Programmeur - analyste en informatique	22	16
121	Technicien en production informatique	1	15
123	Préposé aux renseignements	109	11
124	Préposé principal aux renseignements	22	16
125	Technicien en administration - Rapport mensuel	12	14
126	Inspecteur	99	17
127	Technicien en système de retraite	2	15
128	Technicien en approvisionnement	1	14
129	Technicien en documentation	4	14
130	Technicien en information	1	13
131	Technicien aux opérations	94	14
132	Teneur de livres	8	14
133	Technicien en administration	119	13
136	Technicien à la paie	3	14
137	Technicien à la retraite	0	14
138	Technicien à la recherche	0	15
139	Technicien en évaluation	1	15
140	Analyste aux rapports mensuels	6	18
144	Coordonnateur à l'inspection	17	19
145	Technicien principal assurance maladie	2	16
146	Technicien principal assurance invalidité	3	18
148	Technicien principal à la retraite	0	16
152	Technicien principal en assurabilité	2	18
153	Technicien principal à la formation professionnelle	1	16

154	Responsable, ententes de réciprocité	1	16
155	Technicien aux opérations - Fonds d'indemnisation	1	16
156	Technicien principal, retraite et vie	4	18
157	Technicien, web et plateformes technologiques	1	15
202	Conseiller en téléphonie	1	19
205	Agent d'approvisionnement	3	21
206	Agent de liaison	2	23
207	Conseiller à la promotion avantages sociaux	1	22
208	Conseiller au service à la clientèle	3	23
209	Conseiller en main-d'œuvre	7	23
210	Conseiller techniques comptables	8	24
211	Conseiller aux opérations	12	23
212	Conseiller en relations de travail	6	25
213	Conseiller en communication	0	23
214	Conseiller techniques d'évaluation	2	25
215	Agent de recherche	3	24
216	Conseiller en mesure et évaluation	2	25
217	Conseiller en formation	20	24
218	Analyste en informatique	42	24
219	Conseiller au fonds de formation	0	22
220	Conseiller en relations publiques	3	24
221	Édimestre	1	22
222	Conseiller en réadaptation		23
223	Agent de développement	5	24
224	Conseiller comptabilité	6	25
225	Rédacteur en évaluation des compétences	2	24
226	Spécialiste, gestion de l'invalidité	3	24
227	Spécialiste aux plaintes	2	24
228	Spécialiste, information retraite	6	23
229	Conseiller communication, image marque et marketing relationnelle	1	23

**PERSONNEL HORS CONVENTION**

ACTUAIRE	4	C5
ACTUAIRE PRINCIPAL	1	C7
ADJOINT ADM. BUR. PDG	2	C2
AVOCAT	4	C3
AVOCAT SENIOR	7	C7
CHARGÉ D'ADMINISTRATION	2	C2
CHARGÉ DE PROJETS	15	C5
Chargé projet - Diversité main-d'œuvre et développement	2	C4
Chargé projets - performance organisationnelle. et planification stratégique	2	C4
CHEF - CENTRE D'APPELS	2	C4
CHEF - PLANIFICATION DES EFFECTIFS	1	C3
CHEF A LA PAIE	1	C3
CHEF DE LA SÉCURITÉ ET DE LA RELÈVE INFORMATIQUE	1	C6
CHEF DE SECTION	2	C7
CHEF DE SECTION	2	C6
CHEF DE SECTION	20	C5
Chef de section - création et web	1	C5
CHEF DE SECTION - FORMATION ET STRUCTURE OPÉRATIONNELLE	1	C5
CHEF DE SECTION - PAIE RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES SOCIAUX	1	C5
Chef de section - relations avec clientèle et partenaires	1	C5
CHEF DE SECTION - RELATIONS DE TRAVAIL ET SANTE SECURITE	1	C5
Chef de section - relations publiques & affaires corporatives	1	C5
CHEF DE SECTION AUX ENQUÊTES	1	C5
Chef de service - dotation & développement des rh	1	C6
CHEF DE SOUS-SECTION	1	C3
CHEF D'ÉQUIPE - ASSURANCE-MALADIE	1	C3
CHEF D'ÉQUIPE - RÉCLAMATIONS - ASSURANCE-INVALIDITÉ	1	C3
Chef d'équipe - recouvrement et indemnisation	1	C3
Chef d'équipe - référence de la main-d'œuvre	1	C3
Chef d'unité	18	C4
Chef d'unité - diversité main-d'œuvre et développement	1	C5
Chef d'unité - tactique	5	C5
Conseiller aux avantages sociaux et relations de travail	1	C3
CONSEILLER EN DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE	1	C4
CONSEILLER EN GESTION	2	C4
CONSEILLER EN RESSOURCES HUMAINES - DOTATION	2	C4
CONSEILLER EN RESSOURCES HUMAINES - FORMATION	1	C4
Conseiller RH - prévention et santé et sécurité au travail	1	C4
CONSEILLER SPÉCIAL AUX ENQUÊTES	1	S1
Conseiller spécial aux opérations	1	S2
Conseiller VP - Affaires juridiques et secrétaire général	1	S2
Coordonnateur, contrôle	1	C4
DIRECTEUR - SIÈGE SOCIAL	15	S2
Directeur adjoint - transfert d'expertise	2	C5
DIRECTEUR RÉGIONAL	9	C6
DIRECTEUR RÉGIONAL - MONTRÉAL ET QUÉBEC	2	C7
ENQUÊTEUR	4	C3
GESTIONNAIRE DES PLACEMENTS ET TRÉSORERIE	1	C5
Responsable, bureau des plaintes	1	C5
SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE	10	C1
Technicien au traitement des plaintes	1	C2
TECHNICIEN EN PERSONNEL	3	C2
VÉRIFICATEUR INTERNE	3	C4
VICE-PRÉSIDENT	5	S3

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

*Commission de la construction du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP2**

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Non pertinente

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP3**

Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

#### **Direction des ressources informatiques - dépenses opérationnelles**

<b>DESCRIPTION DE COMPTES</b>	<b>RÉEL 2013 Du 1<sup>er</sup> jan au 31 décembre</b>
Rémunération	8 872 023 \$
Administration	211 631\$
Entretien équipements et logiciels	1 500 094 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	875 610 \$
Autres frais	102 846 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	2 711 704 \$
<b>TOTAL</b>	<b>14 273 908\$</b>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP4**

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Sans objet

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 14 janvier 2013

*Commission de la construction du Québec*

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP5**

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédents. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Sans objet

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP6**

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.

Voir la fiche RG34.

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP7**

Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2013-2014 en incluant les coûts et les appels d'offres.

Aucune recherche commandée par la Commission de la construction du Québec.

*Commission de la construction du Québec*

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP8**

Liste et copie de tous les avis juridiques et autres, commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Cette question sera répondue uniquement par le ministère du Travail.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

# de fiche : RP9

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

<b>Nom - Fournisseur</b>	<b>Type de produit ou service</b>	<b>Total</b>
Kathe Roth	Traduction	30 638 \$
Marché de l'écriture	Traduction	6 058 \$
Traductions globe translations inc.	Traduction	44 363 \$
Lucille Nelson	Traduction	13 467 \$

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

*Commission de la construction du Québec*

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP10**

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.

Sans objet

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP11**

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

1. Carnet référence construction: Concours Forfait SÉPAQ

10 certificats-cadeaux de 500 \$ à la SÉPAQ

Le concours a été ouvert à tous les travailleurs et travailleuses de l'industrie de la construction détenant un certificat de compétence. Pour participer, il suffisait pour les personnes admissibles, de remplir et de compléter leur profil professionnel via les Services en ligne de la CCQ le ou avant le 31 août 2013.

2. Concours Fiers et compétents (campagne de promotion et de perfectionnement de la main-d'œuvre)

10 certificats-cadeaux de 50 \$ de chez Tim Horton

Le concours a été ouvert à tous les travailleurs et travailleuses de l'industrie de la construction sur la page Facebook de Fiers et compétents. Le but étant de créer de l'achalandage sur le site Fiers et compétents.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP12**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

**Nom de la campagne : Fiers et compétents**

**Coût de la campagne : 430 000 \$**

**Firme conseil pour accompagner la CCQ : CGCOM (services conseils seulement)**

**Période : du 16 août 2013 au 30 avril 2014**

**Objectif : Campagne de promotion visant la participation aux activités de perfectionnement offertes aux travailleurs et employeurs de l'industrie de la construction.**

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP13**

Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Sans objet

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP14**

Pour les conflits de travail recensé au Québec par le ministère du Travail, fournir pour les années 2011-2012 et 2012-2013 les données suivantes :

- le nombre de conflits de travail;
- la durée moyenne de ces conflits;
- le nombre de demandes de médiation;
- le nombre de médiateurs nommés par le ministère;
- les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical.
- l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre);
- les coûts engendrés par ces demandes de médiation.

Cette question sera répondue uniquement par le ministère du Travail.

*Commission de la construction du Québec*

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP15**

Nombre d'accréditations syndicales recensées au Québec par le ministère du Travail pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

Cette question sera répondue uniquement par la Commission des relations du travail.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP16**

Nombre d'accréditations syndicales qui n'ont pas été accordées par le ministère du Travail pour les années 2011-2012, 2012-2013 et en 2013-2014 et le motif des refus. De ces demandes de désaffiliation syndicale, combien ont été acceptées/refusées en 2011-2012, 2012-2013 et en 2013-2014 et les motifs des refus.

Cette question sera répondue uniquement par la Commission des relations du travail.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP17**

Demandes de désaffiliation syndicale recensées au Québec par le ministère du Travail pour les années comprises entre 2011-2012 et 2013-2014.

Cette question sera répondue uniquement par la Commission des relations du travail.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

*Commission de la construction du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP18**

Nombre de commissaires du travail et d'agents de relations du travail nommés par la ministre pour les années 2011-2012 et 2013-2014. Nommez pour chacun des commissaires leurs antécédents professionnels avant d'accéder à leur poste actuel par domaine :

- Syndical
- Patronal
- Fonction publique
- Droit (partie patronale ou syndicale)
- Académique/éducation
- Autre

Cette question sera répondue uniquement par la Commission des relations du travail.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP19**

Nombre de plaintes déposées en vertu de l'article 47.2 à la Commission des relations du travail pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 contre les syndicats. Fournir également le nombre de plaintes fondées – cas où l'association accréditée ne rencontrait pas ses obligations légales.

Cette question sera répondue uniquement par la Commission des relations du travail.

*Commission de la construction du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

# de fiche : RP20

Le nombre d'enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission.

**Infractions liées au travail au noir détectées lors des inspections de chantier en 2013**

<b>Infractions</b>	<b>2013</b>
Non-détention de certificat de compétence	5885
Non-enregistrement à la CCQ	1485
Non-détention d'une licence de la RBQ	963
Refus ou entrave	140
Travailleurs interdits <sup>1</sup>	291
Non-respect d'une ordonnance de suspension de travaux	1
<b>Total</b>	<b>8765</b>
<b>Situations d'heures potentiellement non déclarées</b>	<b>2013</b>
Suivi proactif	2662
Interaction chantier / livres	499
<b>Total</b>	<b>3161</b>

<sup>1</sup> Exécution de travaux sans être employeur, salarié, entrepreneur ou représentant désigné.

**Infractions liées au travail au noir relevées lors des interventions aux livres<sup>1,2</sup> en 2013**

<b>Infractions</b>	<b>2013</b>
Non-enregistrement à la CCQ	14
Rapport mensuel / remises mensuelles non conformes	236
Rapport mensuel en retard	396
Refus ou entrave	167
Registre non conforme	25
<b>Total</b>	<b>838</b>

<sup>1</sup> Comprend les infractions relevées lors des interventions aux livres, des activités de gestion de l'information et lors de l'appréciation du niveau d'heures transmis au rapport mensuel en lien avec les informations sur les contrats de construction.

<sup>2</sup> Il s'agit de données estimées.

**Interventions aux livres en 2013**

<b>Interventions aux livres</b>	<b>2013</b>
Nombre d'enquêtes de livres complétées	1882
Montants perçus avant judiciarisation	10 390 425

Pour 2013-2014, la CCQ a demandé 6,2 M\$ au gouvernement du Québec, qui s'ajoute au budget global de plus de 35 M\$ que consacre la CCQ à la lutte à l'évasion fiscale et au travail au noir. Ce budget provient d'un prélèvement sur la masse salariale de l'industrie de la construction, de 1,5 %.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP21**

Concernant la Régie du bâtiment, fournir pour 2012-2013 et 2013-2014 les données suivantes :

- la liste des entrepreneurs dont la licence a été suspendue par l'application de dispositions prévues à la Loi 173;
- la liste des entrepreneurs qui font face actuellement à des vérifications dans le cadre de la Loi 173.

Cette question sera répondue uniquement par la Régie du bâtiment du Québec.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

*Commission de la construction du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP22**

Concernant les avis émis par le ministère du Travail, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, fournir les données suivantes :

- la liste de tous les avis de non –conformité qui ne respectent pas la loi.

Cette question sera répondue uniquement par le ministère du Travail.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

*Commission de la construction du Québec*

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP23**

Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2012-2013 et 2013-2014 en incluant les coûts et les appels d'offres .

Aucune recherche commandée par la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** Direction générale 16 juin 2014

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP24**

- Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) et copie des avis transmis au cours de deux dernières années en indiquant l'état des travaux en cours.

Cette question sera répondue uniquement par le ministère du Travail.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

*Commission de la construction du Québec*

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP25**

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des deux dernières années et en cours.

Cette question sera répondue uniquement par le ministère du Travail.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP26**

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des deux dernières années.

Cette question sera répondue uniquement par le ministère du Travail.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

*Commission de la construction du Québec*

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**# de fiche : RP27**

Détails sur les comptes de dépenses, incluant la date, le montant de la dépense, et la nature de la dépense, de tous les membres du cabinet du ministre, pour 2012-2013 et 2013-2014.

Cette question sera répondue uniquement par le ministère du Travail.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

*Commission de la construction du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**Information complémentaire à la fiche RP20**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

# de fiche : RPX20

Le nombre d'enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission.

**Infractions liées au travail au noir détectées lors des inspections de chantier, 2011 à 2013**

<b>Infractions</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Non-détention de certificat de compétence	7055	8173	5885
Non-enregistrement à la CCQ	1729	1903	1485
Non-détention d'une licence de la RBQ	1160	1111	963
Refus ou entrave	198	190	140
Travailleurs interdits <sup>1</sup>	244	223	291
Non-respect d'une ordonnance de suspension de travaux	16	6	1
<b>Total</b>	<b>10 402</b>	<b>11 606</b>	<b>8765</b>
<b>Situations d'heures potentiellement non déclarées</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Suivi proactif	3624	3760	2662
Interaction chantier / livres	1269	850	499
<b>Total</b>	<b>4893</b>	<b>4610</b>	<b>3161</b>

<sup>1</sup> Exécution de travaux sans être employeur, salarié, entrepreneur ou représentant désigné.

**Infractions liées au travail au noir relevées lors des interventions aux livres<sup>1,2</sup>, 2011 à 2013**

<b>Infractions</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Non-enregistrement à la CCQ	85	65	14
Rapport mensuel / remises mensuelles non conformes	63	158	236
Rapport mensuel en retard	489	559	396
Refus ou entrave	264	242	167
Registre non conforme	29	6	25
<b>Total</b>	<b>930</b>	<b>1030</b>	<b>838</b>

<sup>1</sup> Comprend les infractions relevées lors des interventions aux livres, des activités de gestion de l'information et lors de l'appréciation du niveau d'heures transmis au rapport mensuel en lien avec les informations sur les contrats de construction.

<sup>2</sup> Il s'agit de données estimées.

**Interventions aux livres, 2011 à 2013**

<b>Interventions aux livres</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Nombre d'enquêtes de livres complétées	2339	1752	1882
Montants perçus avant judiciarisation	12 784 224	13 078 504	10 390 425

Pour 2013-2014, la CCQ a demandé 6,2 M\$ au gouvernement du Québec, qui s'ajoute au budget global de plus de 35 M\$ que consacre la CCQ à la lutte à l'évasion fiscale et au travail au noir. Ce budget provient d'un prélèvement sur la masse salariale de l'industrie de la construction, de 1,5 %.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

# de fiche : **RPX3**

Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

#### **Direction des ressources informatiques - dépenses opérationnelles**

<b>DESCRIPTION DE COMPTES</b>	<b>RÉEL 2013 Du 1 jan au 31 déc</b>	<b>BUDGET 2014</b>
Rémunération	8 872 023 \$	10 519 031\$
Administration	211 631\$	126 416 \$
Entretien équipements et logiciels	1 500 094 \$	1 570 749\$
Téléphonie (filaire et sans fil)	875 610 \$	945 199 \$
Autres frais	102 846 \$	94 000 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	2 711 704 \$	4 616 999 \$
<b>TOTAL</b>	<b>14 273 908\$</b>	<b>17 872 394 \$</b>

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014

*Commission de la construction du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

**# de fiche : RPX6**

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Comme la Commission de la construction du Québec est un organisme non budgétaire, elle n'avait pas à faire un plan de réduction de dépenses dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire 2013-2014, puisque ses dépenses ne sont pas prises en compte pour le calcul de l'équilibre budgétaire.

Toutefois, la CCQ applique les paramètres salariaux déterminés par le Conseil du Trésor. De plus, aucun boni ou prime au rendement n'est versée par la CCQ.

Enfin, la CCQ a réduit sa demande de subvention au gouvernement du Québec pour la lutte au travail au noir pour 2013-2014 à 5,0 M\$, par rapport à 6,2 M\$ pour 2012-2013 et 8,7 M\$ en 2011-2012.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale 16 juin 2014